

Contre l'injustice et l'exploitation

Vladimir Borissov est né en 1942. À 18 ans, en 1960, il organise sa première grève dans un port d'extrême-orient. En 1963 il est arrêté à Leningrad pour avoir organisé un cercle clandestin de jeunes socialistes. C'est sa première arrestation, mais ensuite il sera toujours en butte à la répression. 15 ans plus tard, dont 9 d'asile psychiatrique, il est co-fondateur du SMOT, le syndicat libre soviétique. Il séjourne de nouveau en asile psychiatrique avant d'être expulsé en juin 1980, juste avant les jeux olympiques de Moscou. Aujourd'hui, il est représentant du SMOT en Occident. Durant toute la durée de l'interview, Victor Fainberg, autre représentant du SMOT et l'un des 8 manifestants de la place rouge en août 68, était présent et a apporté plusieurs précisions dans les propos tenus par Vladimir Borissov.

– 0 –

Iztok: Tu es avec Victor Fainberg le représentant à l'Ouest du SMOT, le syndicat libre soviétique. Peux-tu faire le point sur la situation actuelle du syndicalisme libre en Union Soviétique?

Vladimir Borissov: On assiste ces derniers temps à une forte recrudescence de l'activité du mouvement ouvrier dans le pays. Ceci est lié à l'affaiblissement économique général et à la crise politique qui l'accompagne; à cela s'ajoute également la situation même des travailleurs qui se dégrade rapidement ainsi que le développement des événements polonais. Le rôle de SMOT s'accroît. Cet état de fait est d'autant plus visible qu'il se passe sur la toile de fond de l'affaiblissement de toutes les formes courantes d'opposition ouverte dans le pays, formes que l'on regroupe en Occident sous la désignation de «mouvement dissident». Il faut noter qu'il s'agit d'un effondrement temporaire du mouvement, lié avant tout aux répressions et aux arrestations massives. Dans différents

points du pays apparaissent de nouveaux groupes qui tentent d'entrer en contact avec le SMOT. Le «Bulletin d'Information du SMOT» est maintenant diffusé dans 32 villes et ce non plus une fois tous les deux ou trois mois, mais deux ou trois fois par mois. De temps à autre ces tracts du SMOT sont distribués clandestinement, comme par exemple ce tract circulant depuis décembre 1981, qui incite les ouvriers à boycotter les «samedis Lénine» (réduction volontaire et obligatoire du nombre de jours non ouvrables pour les travailleurs). 10.000 tracts de ce genre ont été tirés et distribués assis différentes entreprises du pays (à raison de quelques 80 ou 100 tracts par entreprise).

Le SMOT rencontre énormément d'obstacles matériels. Il est presque impossible, au point de vue des fournitures, ce se procurer du papier calque ou des stencils; même problème pour le papier carbone et pour les machines à écrire. On arrive parfois à se mettre d'accord avec des ouvriers de telle ou telle typographie d'État qui, pour un prix relativement bas (parfois même gratuitement) font un tirage des textes du SMOT et ce, pratiquement sous les yeux de l'administration, risquant en permanence l'arrestation ou le camp de concentration.

D'après la structure même du SMOT (groupes autonomes, chacun élisant un représentant qui prend sur lui toute la responsabilité et va sciemment au devant de l'arrestation) une grande partie des militants est connue du KGB et ces personnes donnent leur nom en pleine connaissance de cause en défendant ainsi de leur propre personne les autres membres du syndicat. Pour des raisons de clandestinité et de difficulté de déplacement, il est rare qu'aient lieu des réunions directes, c'est à dire ces rassemblements des membres du Conseil des représentants. Malgré nos précautions organisationnelles, bon nombre d'individus et de groupes en contact avec le SMOT hésitent, à cause de l'atmosphère de terreur, à y adhérer. Néanmoins ils représentent une aide variée et précieuse. Ils

gardent chez eux du matériel du SMOT, diffusent des tracts du syndicat aux ouvriers qui ne sont pas avec le SMOT, etc.

Malgré nos immenses difficultés matérielles, nous refusons toute aide de la part de syndicats étrangers (par exemple l'AFL-CIO) comportant des conditions ou des conseils. Il faut noter que depuis qu'il existe, le SMOT n'a reçu d'aide matérielle, et donc pas seulement un soutien moral ou politique, que d'un petit syndicat français faisant partie de la CGT (contrôlée par le PC), aussi étrange que cela paraisse. Il s'agit du syndicat des correcteurs, le plus ancien des syndicats français, qui a donné 3.000 francs au SMOT.

I. Quelle a été l'évolution du SMOT depuis sa création, et plus précisément quels problèmes a-t-il rencontré?

V.B.: Le premier problème auquel nous nous sommes heurtés, c'est la répression. Quand je parle de répression, je ne parle pas seulement des arrestations, mais il existe une masse de diverses répressions. Par exemple Lev Volokhonski, l'un des membres fondateur du SMOT, a été condamné à un an et demi de camp. Il en est sorti en avril 1981, et quand il s'est retrouvé dehors il lui a été impossible de se faire enregistrer à Leningrad. Sans enregistrement, tu peux être arrêté à n'importe quel moment comme vivant illégalement à Leningrad. Autre exemple, nous venons d'apprendre que récemment, au cours d'une perquisition, la police a saisi la machine à écrire. Je dis la machine à écrire parce que cela se passe au niveau des ouvriers et ce n'est pas pareil qu'au niveau de l'intelligentsia où il y a profusion de machines à écrire. Là, il n'y en avait qu'une seule pour tout le SMOT qu'on transportait d'appartement en appartement pour éviter justement les perquisitions.

I.: À sa création, le SMOT s'est fixé un certain nombre de buts. Outre la répression, quels ont été les problèmes rencontrés pour accomplir ces buts?

V.B.: En fait, nous nous sommes heurtés à des problèmes que nous avions prévus depuis le début. Outre la répression, une grande difficulté est liée au manque de moyens matériels. Il y avait une machine à écrire qui permettait de faire un bulletin en 7 exemplaires avec du carbone. On répétant l'opération 7 fois, tu arrives à 50 exemplaires. C'est un travail énorme, et il faut savoir que sur ces 50 exemplaires, la moitié se fait confisquer au cours de perquisitions. Et d'un autre côté, il reste à faire passer les rescapés dans tout le pays, car il y a une très forte demande. Il faut donc aller partout, en train, en voiture, et il n'y a même pas assez d'argent dans les caisses du SMOT pour payer un aller-retour en train.

I. : Le mouvement dissident a-t-il aidé financièrement le SMOT?

V.B.: Non, et d'ailleurs nous ne nous sommes jamais adressés à eux à ce sujet. Si le mouvement lui-même ne nous aide pas, par contre il y a des groupes distincts qui nous aident.

I.: Par les informations que nous avons, le rôle du SMOT a été jusqu'à présent défensif et informatif; défensif par rapport à la répression, informatif au niveau économique, juridique, etc. Comment envisages-tu l'action syndicale au cas où il y ait une conjoncture plus propice?

V.B.: Le premier rôle du SMOT est de développer le mouvement ouvrier; non pas de l'aider, mais de lui donner la possibilité d'exister, de se manifester. C'est pourquoi en fait nous prenons tous les moyens qui nous tombent sous la main et allant dans ce sens, aidant à développer le mouvement ouvrier. On prend tous les moyens possibles pour aider le mouvement ouvrier pour autant qu'ils ne contredisent pas les droits de l'homme et les principes fondamentaux. Il n'y a pas longtemps, au début de cette année, deux groupes d'extrême-droite ont été exclus du SMOT. S'ils ont été expulsés, ce n'est pas parce qu'ils étaient d'extrême-droite (chez nous il y a des groupes de droite, anarchistes, communistes) mais parce qu'ils avaient

des principes de lutte basés sur la terreur, c'est à dire la violence. Or la terreur contredit toujours les droits de l'homme.

Pour l'action syndicale, tout dépend des conditions: à chaque condition correspondent certains moyens. Prenons l'exemple d'un homme licencié de son travail avec impossibilité d'en retrouver, c'est à dire qu'il est grillé. Dans les conditions précises qui règnent en URSS actuellement; ce que tu appelles les moyens d'action c'est avant tout de faire réintégrer cet homme à son poste, ou de lui trouver un autre emploi. Car s'il ne travaille pas au bout de 4 mois, il risque la prison ou le camp. Il y a un autre moyen, qui n'est pas à un degré inférieur mais au même plan. Si le chef responsable ne veut pas le réintégrer, alors on le prend dans une rue noire un soir et on lui règle son compte. Je ne veux pas dire que c'est la pratique du SMOT mais que les méthodes de lutte ouvrière sont très diverses. Par contre, les méthodes de lutte syndicale sont plus limitées, un syndicat ne peut se permettre de casser la figure à un chef d'atelier. On ne peut pas garantir que l'un des membres ne cassera pas la figure à son chef, mais ce n'est pas une ligne d'action. Par contre, ce qui est de notre devoir, c'est d'aider la famille de cet homme sans travail, puisque chez nous il n'y a aucune allocation chômage.

I.: Revenons au cas où le contremaître se fait casser la figure. Penses-tu que c'est incompatible avec une action syndicaliste dans une certaine conjoncture?

V.B.: Simplement si moi je me trouve obligé de casser la figure à un chef d'atelier, je ne le ferai pas en tant que syndicaliste. Une telle action n'est même pas justifiable moralement. C'est une méthode de terreur individuelle, et le terrorisme individuel n'est pas meilleur que le terrorisme d'État. Par contre, dans des cas particuliers, l'ouvrier sera obligé d'en venir à ce type d'action. Il y sera poussé non pas par les circonstances, mais par sa réaction émotionnelle,

quand vraiment il ne tient plus. Et si un contremaître en vient à se faire casser la figure, c'est qu'il en est digne. Enfin si un ouvrier en arrive chez nous à cette extrémité, c'est qu'il doit se trouver dans une situation intenable car c'est très rare.

I. : Si un chef d'atelier en vient à se faire casser la figure par un groupe d'ouvrier parce qu'il a vendu l'un des leurs, le SMOT le soutiendra-t-il?

V.B. : On ne se trouvera jamais dans une telle situation. Si des ouvriers doivent faire cela à leur chef d'atelier, ils demanderont à d'autres copains inconnus de lui de le faire. Le SMOT se contentera de publier l'information sans commentaire. Mais d'un autre côté si le SMOT, qui donc a entendu parler de cette histoire, considère que les ouvriers ont fait cela de leur plein droit, il prendra leur défense. Néanmoins nous déclarerons que nous sommes contre toute violence individuelle de même que nous sommes contre toute terreur de masse.

I. : Comment analyses-tu la défaite (provisoire) des travailleurs en Pologne? Quelle est la part de l'isolement des ouvriers polonais par rapport aux autres pays de l'Est dans cette défaite?

V.B. : Premièrement, je ne considère pas que les travailleurs polonais étaient isolés. D'une part on les aidait et d'autre part eux aussi aidaient. Par leur action, ils aidaient et les ouvriers français, et les ouvriers anglais, et les ouvriers roumains, et les ouvriers russes. De la même façon, ils ont été aidés. Quand-je suis arrivé en Occident, les grèves de Gdansk débutaient. J'étais invité comme observateur à un congrès syndical d'Angleterre, Victor m'a accompagné. Je n'ai pas demandé d'aide pour le SMOT mais j'ai demandé qu'ils aident les travailleurs polonais. La collecte pour les polonais a rapporté en tout et pour tout 250 livres. Nous avons quitté le congrès au moment où il débattait de l'envoi ou non d'une délégation en Pologne. Il y eu à un moment une

proposition d'envoyer une délégation rencontrer non pas les ouvriers en grève mais les syndicats officiels. À ce moment Victor et moi avons quitté la salle. Nous avons appris que cette délégation envoyée pour rencontrer donc les syndicats officiels s'est vue refuser ses visas. Des journalistes m'ont alors demandé ce que je pensais de cette affaire, J'ai répondu par un proverbe: «Si tu Lèches le cul à un homme, il te chiera sur la langue».

I.: Lors de son congrès à Gdansk, Solidarnosc a envoyé un appel internationaliste aux ouvriers des autres pays de l'Est. Cet appel a surpris tout le monde, y compris les syndicalistes en Pologne. Par là Solidarnosc s'est engagée à défendre tout syndicaliste, tout ouvrier luttant pour des syndicats libres à l'Est. Mais rien ne sera fait. Apparemment ce n'était que des mots. Qu'en penses-tu

V.B.: Ce n'était pas que des mots. S'ils n'ont rien fait, c'est qu'il leur est resté trop peu de temps. Je voudrais dire à ce propos qu'il y avait un grand désaccord entre la base et la direction de Solidarnosc. Jusqu'ici la direction du syndicat a tout fait pour cacher ce problème, pour ne pas en parler. En plus là-bas il y avait pas mal de nationalisme. La base ne connaissait pas en général l'existence de syndicats libres dans les autres pays (SLOMR, SMOT,...) et les gens de la direction avaient peur de poser cette question. En fait c'est parait-il un petit groupe minoritaire dissident trotskyste qui a joué un grand rôle dans cette déclaration. L'un de ses membres a proposé cet appel non pas à la direction, mais à l'ensemble du congrès. Évidemment, il ne s'est trouvé personne qui n'avait pas envie de l'applaudir. Ensuite la direction s'est ralliée à cet appel.

I.: Les trotskystes polonais soutenaient que l'État en Pologne était un État ouvrier. Qu'en penses-tu?

V.B.: Je n'ai pas l'intention, car ce n'est pas mon propos, de juger ni le trotskysme, ni le catholicisme, ni l'Islam, ni

toute autre forme de religion, y compris l'anarchisme.

I.: Pourquoi est-ce une religion, l'anarchisme?

V.B.: Je compare l'anarchisme à une religion simplement parce que pour beaucoup de questions qui concernent leur dogme, les anarchistes sont totalement privés de logique. Et pourtant l'anarchisme est probablement l'une des religions où il y a le plus de logique. Et aussi parce que toute forme d'antidogmatisme peut devenir une forme nouvelle de dogmatisme de la même façon que l'athéisme peut être une forme de religion. Il existe des athéismes ou des anarchismes qui peuvent ne pas être une forme de religion. J'ai rencontré ce genre de gens, ça existe, mais ils sont des exceptions.

I.: Comment te poses-tu, en tant que syndicaliste libre, par rapport à la dissidence?

V.B.: Sous le mot «dissident», chacun entend des choses diverses. De manière générale les dissidents, chez nous et ici en Occident, entendent sous ce mot «ceux qui pensent autrement que le gouvernement» Le plus important n'est pas qu'ils pensent autrement mais qu'ils expriment une opinion autre que celle du gouvernement. Une partie importante des gens en URSS considère que le mouvement dissident c'est le mouvement de la défense des droits de l'homme. Ils entendent par ce mot ce que l'on appelle d'ailleurs par erreur chez nous le mouvement démocratique. En fait, il n'est pas démocratique, mais libéral. Et bien sûr les membres de ce mouvement considèrent qu'il ne peut pas y avoir de libéralisme sans démocratie ni de démocratie sans libéralisme. D'après son étymologie, la démocratie, c'est le pouvoir de la majorité, au peuple, alors que le libéralisme, c'est le droit pour une minorité de faire valoir sa propre opinion. À mon avis, ce sont des choses interdépendantes mais différentes.

I.: Tu entends par libéralisme la possibilité pour une minorité de se faire entendre. En Occident ce mot veut dire la

possibilité pour une minorité d'exploiter la majorité.

V.B.: Ça, je n'en suis pas sûr. En fait quand tu dis cela pour l'Occident, il me semble que cela n'inclue pas seulement le droit à une forme d'exploitation capitaliste, mais aussi le droit à une ferme ou un atelier, le droit d'être artisan.

I.: Justement, c'est là l'inconvénient du libéralisme. Il contient ces deux possibilités.

V.B.: Tout dépend des circonstances. Le libéralisme comporte des éléments indissociables qui peuvent se contredire l'un l'autre.

I. : Les syndicats ici sont amenés parfois pour défendre les intérêts des ouvriers à combattre le libéralisme.

V.B.: En fait ils ne sont pas obligés de rejeter, de combattre le libéralisme, et je pense que c'est une erreur de leur part. En réalité chez nous l'exploitation signifie le seuil jusqu'où on peut aller et après lequel commencera la révolte et la chute du pouvoir en place. En Occident, si les prix sont trop hauts et la main d'œuvre trop basse, ça signifie qu'il est plus intéressant de devenir un artisan et de fabriquer et vendre soi-même ses objets qu'être ouvrier. Et cela donne une certaine limite à l'exploitation. Il existe une concurrence entre ceux qui produisent artisanalement et les firmes, et en Occident on assiste à une sorte d'artisanat qui permet de réduire le taux d'exploitation. Ce sont justement les artisans qui sont soumis au libéralisme. Malheureusement actuellement en France le pouvoir défend plus les grandes entreprises que cette forme particulière de production, qu'est l'artisanat.

I.: Depuis la deuxième guerre mondiale, dans le monde entier, on assiste à une baisse statistique des artisans.

V.B.: Oui, il y a une chute de l'artisanat et une augmentation du niveau de vie de la population. De toute façon dans chaque période de baisse du niveau de vie, on assiste à une

recrudescence de l'artisanat. Il y a beaucoup d'artisans dans des pays où le taux d'exploitation est le plus élevé, comme en Italie ou en Espagne par exemple. Quand un artisan entre à l'usine, c'est parce qu'il est mieux payé que s'il travaillait tout seul. Mais il devient beaucoup plus dépendant: il vend son indépendance. Si le taux d'exploitation devient trop important, alors il redevient artisan.

I.: Tu penses que cette tendance peut être réversible?

V.B.: C'est un phénomène qui a lieu constamment: des gens qui ont un atelier vont travailler dans de grosses entreprises, et des gens sortent des grosses entreprises pour ouvrir leur propre atelier. Ce qui permet de maintenir un certain équilibre. Il suffit d'augmenter ou bien l'exploitation, ou bien l'impossibilité de vendre de 10 ou 20% pour que les gens intègrent une grande firme ou retournent à l'artisanat. C'est ce qui permet de maintenir l'équilibre et de poser des limites à l'exploitation.

I.: D'après toi, peut-on éliminer l'exploitation, ou simplement lui poser des limites?

V.B.: Tout dépend ce que tu veux dire lorsque tu parles d'exploitation. Si tu prends l'exemple d'une mère qui force son enfant à laver par terre, est-ce une exploitation?

I. : Si la mère est obligée de lui faire faire parce qu'elle doit préparer à manger, non. Si par contre elle reste à se reposer, il y a exploitation.

V.B.: Pour moi ce n'est pas de l'exploitation car la mère ne vit pas aux dépens de l'enfant. C'est pourquoi je pense qu'il faut prendre chaque situation séparément. Il sera de toute façon impossible de supprimer l'exploitation. La frontière entre exploitation et coexistence n'existe pas, et on dépassera toujours cette limite dans un sens ou dans l'autre. Puisqu'il n'y a pas de frontière possible il faut qu'on se donne une marge : dans quelles limites peut-on exploiter, dans

quelle mesure ne le peut-on pas.

I.: En URSS, tu luttais contre quoi: l'exploitation ou l'injustice?

V.B.: Dans tous les cas, l'exploitation est une forme d'injustice. J'ai lutté contre l'un et contre l'autre.

I.: Peux-tu évoquer le mouvement des jeunes qui s'est déroulé entre 70 et 80 à Leningrad et d'où sont sortis deux groupes à tendance libertaire, l'Opposition de Gauche et les Communards Révolutionnaires? (Voir à ce sujet [Iztok n°3](#), mars 1981)

V.B.: Je peux vous dire que ces deux groupes sont très liés au SMOT, puisque l'un de ces groupes fait partie du SMOT. J'ai eu des informations sur ce mouvement et nous avons même eu des textes en provenance de là-bas. Je pense que ces gens de Leningrad ont une conception du monde aussi nébuleuse que les gens d'après 68. Ce sont des gens qui cherchent, et c'est le plus important. Les trois membres des Communards Révolutionnaires ont été arrêtés deux jours après être venus à l'un des appartements du SMOT demander si leur groupe pouvait adhérer au syndicat. Ils ont été arrêtés après cela, ce qui ne veut pas dire à la suite de cela. Ils ont été arrêtés à cause de tracts qu'ils avaient faits, et ils n'ont eu le temps d'en coller qu'un seul. S'ils ont été arrêtés, c'est qu'il y a eu une provocation. Ils ont été «infiltrés» par quelqu'un. Le KGB savait à l'avance qu'ils allaient faire ces tracts et les coller. Dès qu'ils ont collé le premier, ils ont été embarqués.

Interview réalisée le 3 août 1982

– 0 –

Le SMOT, pour être précis l'Union Interprofessionnelle Libre des Travailleurs, a besoin d'être soutenu en France comme ailleurs. Pour ce faire, plusieurs moyens sont à votre disposition. Vous pouvez vous informer et répercuter cette

information. Vous pouvez soutenir financièrement le SMOT (rappelons que c'est le manque de moyens qui bloque le plus son action, avec la répression). Les chèques sont à libeller à l'Ordre de SOLIDARITÉ SMOT. Vous pouvez prendre contact avec V.Borissov et V.Fainberg si vous (ou des amis) avez l'occasion d'aller en URSS. Vous pouvez en cas de répression faire pression sur les autorités soviétiques par l'envoi de lettres et de télégrammes. Enfin vous pouvez organiser des groupes de soutien au mouvement ouvrier en URSS. Pour contacter Victor Fainberg et Vladimir Borissov une seule adresse: «Solidarité avec le SMOT», 22 rue Saint Paul, 75004 Paris, telephone: 278.12.12.